

Initiatives ministérielles

gouvernement fasse au moins preuve d'empathie, qu'il ne soit pas insensible, qu'il donne des raisons d'espérer, qu'il soit au moins disposé à se consacrer à la création d'emplois et non de conflits.

C'est cela que le gouvernement ne comprend pas. Les gens qui sont dans la dèche ne passent pas leurs journées à souhaiter le même sort aux autres. Ce qu'ils veulent, c'est qu'on les aide à s'en sortir. Ils veulent que le gouvernement montre qu'il est à l'écoute. Ils veulent qu'on leur permette d'espérer.

Dans ma province, les pêches ont eu une année désastreuse. Depuis deux semaines, tous les députés de Terre-Neuve demandent quotidiennement de l'aide. Je veux de l'aide. Je veux de l'aide pour les familles de pêcheurs qui sont complètement fauchées. Ce n'est pas en écrasant les petits fonctionnaires qu'on va les aider.

Je n'ai pas entendu un seul pêcheur, aussi désespéré que soit sa situation, me dire autre chose que: «Pouvez-vous m'aider?» Aucun pêcheur ne m'a jamais dit: «Je me sentirai beaucoup mieux si vous vous en prenez aux mères seules qui gagnent 18 000 \$ par année.» Pourquoi? Parce que les pêcheurs ne sont pas envieux; ils ne cherchent pas à semer la discorde; ils ne cherchent pas à rabaisser leur voisin; tout ce qu'ils veulent, c'est une certaine justice.

C'est une insulte pour les pêcheurs et les agriculteurs qui sont en difficulté actuellement, c'est une insulte pour les 234 000 personnes à qui le gouvernement a fait perdre leur emploi que de dire que, collectivement, ces gens ne veulent pas seulement de l'aide mais veulent aussi se venger, qu'ils veulent s'en prendre aux fonctionnaires. Et voici le message du gouvernement: pas une lueur d'espoir, pas une once de compassion, pas la moindre conviction, seulement cette politique fondée sur l'envie et la discorde.

Le Canada a besoin de mieux que cela actuellement, et il mérite mieux que cela.

[Français]

M. Vincent Della Noce (secrétaire parlementaire du secrétaire d'État du Canada et ministre du Multiculturalisme et de la Citoyenneté): Monsieur le Président, c'est la deuxième fois que je me lève en cette Chambre et que j'ai le privilège de parler sur un sujet qui m'intéresse beaucoup.

Je dois avouer à cette Chambre qu'au début je n'étais pas très en faveur d'un retour au travail urgent. Je n'ai jamais été un grand fervent de forcer les gens à travailler car je sais, par mon expérience d'affaires depuis vingt ans, qu'on ne peut pas forcer quelqu'un à travailler. J'ai donné des exemples hier, je vais essayer d'éliminer la répétition, mais quand j'entends les députés de l'opposition, c'est bien normal qu'il y ait un mythe, monsieur le Président.

Je parle de l'opposition officielle, mais l'autre opposition, les socialistes, les bloquistes, les barbeque, mettez-en, ils sont tous là, c'est le mythe total! Quand je vois Daryl Bean. . .

[Traduction]

. . . l'oncle Bean, comme nous devrions l'appeler, qui avait réussi à convaincre le gouvernement de recommencer à négocier. J'ai ici un article très intéressant pour M. Bean. C'est un article tiré de l'*Ottawa Sun* qui s'intitule «Pork and beans». D'ailleurs, c'est l'éditorial de vendredi, intitulé «Fattening the calf», qui a amené le président de l'Alliance, Daryl Bean, à croire que le temps était propice pour essayer de mettre l'opinion publique du côté de son syndicat. Espérons qu'il n'a pas réussi. De notre point de vue, M. Bean n'avait absolument aucune raison de quitter la table des négociations, et certainement aucune raison de s'empresser de parler aux médias et de rejeter la responsabilité sur le Conseil du Trésor, comme le NPD vient de le faire. «C'est la faute du ministre. Nous étions prêts à négocier. Nous étions les bons gars.» Ils ont quitté la table des négociations.

Aujourd'hui, il y avait 200 personnes dans mon bureau, et savez-vous ce qu'ils disaient? «Nous voulons négocier en toute dignité.» Qui a quitté la table? J'ignore s'ils savent ce qui se passe ici. Je n'en suis pas certain. C'est ce qu'ils ont dit et ils ont dit qu'ils ne voteraient plus pour nous.

[Français]

«Nous voulons finalement être traités avec dignité. Et nous voulons le droit à la libre négociation et nommer un médiateur indépendant». Et c'est signé. . . parce que nous allons nous en rappeler, à la prochaine élection, c'est pas avec ça qu'on va gagner des votes! Et c'est signé,—il y a une copie, en tout cas—, Yves Perras, 734 Monette, Sainte-Thérèse! Ce n'est même pas dans mon comté. Il ne votera plus pour moi. Il vote toujours NPD, laisse-le voter NPD; le NPD fait des miracles! Mais ce